

# CAP Finistère

Penn Ar Bed



L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste

habilité à publier les annonces légales et judiciaires - ISSN 1269-0791 - 0,50 euro

N° 1127

VENDREDI 5 FÉVRIER 2016

Dispensé de timbrage BREST CTC

## Accompagner les producteurs

La colère des agriculteurs est compréhensible. Si le mode d'actions de certains d'entre eux doit être dénoncé, le message de la profession doit être entendu et des réponses doivent être apportées.

C'est le sens des interventions des élus socialistes de Bretagne et du Finistère qui croient en l'avenir de l'agriculture. Les 30 et 31 janvier, les parlementaires du Finistère ont rencontré des représentants du monde agricole.

« Malgré les contraintes financières que les collectivités territoriales affrontent et les récentes évolutions institutionnelles, nous avons fait le choix, vendredi dernier au moment du vote de notre budget 2016, (voir article page 2) de maintenir notre effort pour l'agriculture et l'agro-alimentaire, comme la loi NOTRe nous permet de le faire. D'autres Départements, comme le Morbihan, ont au contraire décidé de cesser tout accompagnement », ont rappelé Nathalie Sarrabezolles et Michaël Quernez dans une tribune publiée le 1<sup>er</sup> février dans la presse locale.

La crise appelle des solutions d'urgence. C'est le sens de l'action engagée par le ministre Stéphane Le Foll, dès le mois de juillet. Mais ce plan d'aide aux producteurs doit aller de pair avec une meilleure organisation des filières, comme l'a rappelé Jean-Yves Le Drian.

C'est également ce que préconisent la présidente du Conseil départemental et son vice-président à l'économie qui considèrent qu'« il y a urgence à réagir collectivement si nous voulons sortir de ce marasme ».

Pour les élus finistériens, l'Union européenne doit « tourner le dos aux



Un pilier de l'économie bretonne

politiques libérales qui ont cassé un à un tous les outils de régulation » et mettre fin aux distorsions de concurrence « en imposant les mêmes exigences sociales et environnementales à tous ».

La région Bretagne sera aux côtés des agriculteurs pour opérer la mutation, Jean-Yves Le Drian a préconisé aux exploitants agricoles de miser sur leur savoir-faire et leurs compétences : qualité de leurs produits, efforts réalisés sur la traçabilité. « Il y a une répartition de la valeur ajoutée qui n'est pas en faveur du producteur. Il faut reconsidérer la filière. Ça supposera aussi pour les exploitations agricoles d'aller vers davantage d'autonomie, ce qui signifie une meilleure maîtrise de l'alimentation animale, de l'énergie consommée par l'exploitation et une modernisation », que les pouvoirs publics sont prêts à soutenir selon le ministre.

« L'agriculture est à un tournant de son histoire. Chacun doit prendre et assumer ses responsabilités. Le Conseil départemental du Finistère a engagé, ces cinq dernières années, 20 millions d'euros pour soutenir l'agriculture avec l'ensemble des acteurs de la filière et entend, demain, pouvoir continuer à se saisir de toutes les opportunités permises par la loi, en lien avec la Région Bretagne, pour consolider ce pilier de l'économie finistérienne. »

CAP  
FINISTÈRE

26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 4/02/2016



PRESSE  
URGENTE  
DISTRIBUÉE PAR  
LA POSTE

## Fin de vie

Le Parlement a définitivement adopté, le mercredi 27 janvier, à une large majorité, la proposition de loi créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie.

Ce texte est l'aboutissement d'une large réflexion visant à compléter de la manière la plus consensuelle possible la législation afin d'améliorer la prise en charge des patients en fin de vie et mettre fin à leur douleur dans la dignité. C'est la concrétisation de l'engagement n°21 du candidat François Hollande.

Cette loi renforce les droits des patients, en particulier leur droit de mourir paisiblement, sans souffrance.

Elle rend les directives anticipées des patients contraignantes pour les médecins.

Enfin, le nouveau plan triennal de développement des soins palliatifs, bénéficiera de 190 millions d'euros.

PS29

## Chiffre de la semaine

+1,1%

C'est le chiffre de la croissance pour 2015, qui fut l'année de la reprise avec notamment une progression des exportations de 5,9%.